



**Communauté d'Agglomération
Grand Calais Terres & Mers**

Direction Générale Pôle Moyens Opérationnels

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION SANS
TRANCHEE SUR LES COLLECTEURS
D'ASSAINISSEMENT**

**Accord Cadre Mono-Attributaire
à Bons de Commande**

Règlement de consultation

Date limite de réception des offres : vendredi 30 juin 2017 à 11h30

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2.1 - Maîtrise d'ouvrage
- 2.2 - Etendue de la consultation
- 2.3 - Justification de la procédure
- 2.4 - Limitation du nombre de candidats
- 2.5 - Organisation de la consultation
 - 2.5.1. Dossier de consultation
 - 2.5.2. Visite du site des travaux
- 2.6 - Maîtrise d'œuvre
- 2.7 - Contrôle technique
- 2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé
- 2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché
 - 2.9.1. Décomposition en tranches
 - 2.9.2. Forme du marché
- 2.10 - Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- 2.11 - Variantes
- 2.12 - Délai d'exécution
- 2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation
- 2.14 - Délai de validité des offres
- 2.15 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale
- 2.16 - Durée du marché
- 2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau
- 2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement
- 2.19. Marché réservé
- 2.20 - Mode de règlement

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 5 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

- 5.1 Critères d'attribution
- 5.2 - Attribution du marché
- 5.3 - Re-matérialisation des documents électroniques

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS SUR LA VISITE DU SITE DES TRAVAUX

ARTICLE 8 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

La présente consultation concerne les travaux ou les ouvrages suivants :

Les Travaux de réhabilitation sans tranchée sur les collecteurs d'assainissement

Les lieux d'exécution des travaux sont précisés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - MAITRISE D'OUVRAGE

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G., le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

La personne signataire du marché est :

Madame Natacha BOUCHART,

Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

Les coordonnées du service chargé de la consultation sont les suivantes :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

Service Marchés Publics

76 boulevard Gambetta - CS 40 021

62 101 CALAIS CEDEX

N° de téléphone : 03.21.19.55.00

N° de télécopie : 03.21.19.55.09

E.Mail : marches.publics@grandcalais.fr

2.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est organisée par un Pouvoir Adjudicateur selon une procédure adaptée, en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.3 - JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE

Sans objet.

2.4 - LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS

Sans objet

2.5 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.5.1. Dossier de consultation

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- règlement de consultation ;
- acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles ;

- cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles ;
- cadre de bordereau des prix unitaires ;
- détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s), devant servir à l'analyse des prix, à compléter par les candidats ;

2.5.2. Visite du site des travaux

Sans objet

2.6 - MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par les Services de la Direction Général Pôle Moyens Opérationnels de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers, représentée par :

- Monsieur le Directeur Général Adjoint du Pôle Moyens Opérationnels de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers

2.7 - CONTROLE TECHNIQUE

Sans objet.

2.8 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE

Si le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

2.9 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS - FORME DU MARCHÉ

2.9.1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou de découpage en lots.

La même entreprise ne peut présenter pour le marché plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

2.9.2. Forme du marché

Procédure adaptée sous forme d'accord cadre mono-attributaire, sans minimum et avec un maximum de commandes fixé à 207 000 € HT pour la durée du marché, soit 4 ans fermes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions des articles 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.10 - COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.11 - VARIANTES

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges ne sont pas autorisées.

2.12 - DELAI D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés dans le délai fixé par chaque bon de commande, faisant office d'ordre de service, qui prescrira de les commencer .

2.13 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Sans objet.

2.14 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.15 - GARANTIE RELATIVE A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE

Sans objet.

2.16 - DUREE DU MARCHE

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification. Sa durée est fixée à 4 ans fermes.

2.17 - GARANTIE PARTICULIERE POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Sans objet.

2.18 - MARCHES NEGOCIES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

Sans objet.

2.19. MARCHE RESERVE

Sans objet.

2.20 - MODE DE REGLEMENT

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

A - Justifications à produire prévues à l'article 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ; le candidat devra en particulier fournir :

- Justifications à produire quant à la situation juridique
- Lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :
 - ✓ Déclaration de bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi;
 - ✓ Références de travaux similaires et Certificats de capacité : présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années pour des chantiers équivalents, appuyée d'attestations de bonne exécution. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin et mentionnent ceux réalisés sous la charte qualité de l'agence de l'eau Artois Picardie.
 - ✓ Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
 - ✓ Charte qualité : Pièces permettant de juger de la capacité du Candidat à mettre en place une démarche d'assurance Qualité (certification ISO, certificat travaux qualité, ou au minimum attestation du chef d'Entreprise s'engageant à mettre en place une Démarche d'Assurance qualité).

B - Un projet de marché comprenant :

- un acte d'engagement - document joint à compléter, à dater et signer ;
- Le Règlement de consultation ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ci-joint ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ci-joint à accepter sans modification ;
- Le bordereau des prix unitaires, cadre ci-joint dont tous les postes doivent être obligatoirement chiffrés ;
- Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s), devant servir à l'analyse des prix, à compléter par les candidats ;

C - Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il devra y être joint les documents ou renseignements suivants :

- indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants (10 pts/60 pts);
- indications concernant les procédés d'exécution envisagés (méthodologie) et les ressources (en études, en hommes et en matériels) qui seront mobilisés pour les différents types d'intervention (30 pts/60 pts) ;

- note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène et décrivant l'installation de chantier (10 pts/60 pts) ;
- note décrivant la démarche qualité (10 pts/60 pts);
- sous-traitance déclarée ou envisagée.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être acheminées dans les conditions suivantes :

- transmises par voie électronique sur le site : www.klekoon.com
- présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Le pli contenant la candidature et l'offre porte le nom du candidat et l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
Service Marchés Publics
76 boulevard Gambetta
CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX
Horaires d'ouverture des bureaux : 8h à 12h et 14h à 17h

et la mention suivante :

- Proposition pour : **« Travaux de réhabilitation sans tranchée sur les collecteurs d'assainissement – NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS »**

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

Transmission par voie électronique

Conformément à l'article 40 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.klekoon.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.
- Les documents relatifs à l'offre comprennent :
- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure limites de remise des offres ne seront pas retenus.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

ARTICLE 5 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE

5.1 CRITERES D'ATTRIBUTION

Après réception des offres, Grand Calais Terres et Mers se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats.

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions selon les modalités définies ci-après :

Au stade de la candidature :

L'absence de l'une quelconque des pièces énoncées à l'article 3 est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

Les offres des candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes sont également écartées (voir les articles 3 A avec les justifications des capacités professionnelles, techniques et financières).

Au stade de l'offre :

Les critères ci-après définis, notés sous forme de points, indiquant le poids respectif de chacun d'entre eux, sont pris en compte pour le choix et le classement des offres :

Valeur Technique de l'offre, analysée au travers du mémoire (Le détail des critères est donné à l'article 3 C)	60 points
Prix des Prestations	40 points

Prix des prestations (40 points) :

La formule adoptée pour la cotation des prix est :

$$40 \times (\text{offre de prix la plus basse} / \text{offre de prix analysée})$$

Il sera tenu compte du montant total résultant de la somme du produit des prix unitaires, indiqués par les candidats dans le bordereau des prix unitaires, par les quantités estimés ou fictives, précisées dans le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s) annexé(s) au présent document.

Le (les) détail(s) quantitatif(s) et estimatif(s) n'est (ne sont) donnés qu'à titre indicatif et est (sont) destiné(s) à servir pour le jugement des offres. Il(s) ne préjuge(nt) en rien des quantités réelles qui pourront être commandées. Ce(s) document(s) ne figurera (figureront) donc pas parmi les pièces constitutives du marché.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

En cas de discordance entre les prix du bordereau des prix unitaires et ceux du détail estimatif, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier le détail estimatif pour le mettre en harmonie avec les prix du bordereau des prix unitaires .

En cas de discordance entre le détail estimatif et l'acte d'engagement (A.E.), ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes au détail estimatif, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier l'acte d'engagement pour le mettre en harmonie avec le prix du détail estimatif ou pour le redresser .

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 - ATTRIBUTION DU MARCHE

Conformément à l'article 55 - IV du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de réception de la demande du maître d'ouvrage les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

5.3 - RE-MATERIALISATION DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES

La mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure s'arrête au niveau du choix de l'attributaire. Par conséquent, les documents électroniques seront re-matérialisés en documents papiers préalablement à la conclusion du marché. Sur invitation du maître d'ouvrage, le candidat concerné sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements peuvent être obtenus à la même adresse que celle du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS SUR LA VISITE DU SITE DES TRAVAUX

Sans objet.

ARTICLE 8 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Sans objet